



SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Représentante au Commerce K. Tai détaille la doctrine commerciale de l'administration Biden
2. Les Représentants républicains proposent de modifier certains crédits d'impôt de l'IRA
3. Démocrates et Républicains du Congrès exigent d'être consultés pour les futures étapes de l'accord commercial entre les États-Unis et Taïwan
4. Selon le Département d'État, la Russie intensifie ses efforts de contournement des sanctions

Climat – énergie – environnement

5. La Déclaration Atlantique pour un partenariat économique entre les États-Unis et le Royaume-Uni comprend un important volet sur les énergies propres
6. Les feux de forêt au Canada provoquent une dégradation de la qualité de l'air aux États-Unis

Transport et infrastructure

7. La Maison-Blanche annonce la création d'une agence fédérale pour l'innovation dans les infrastructures de transport (Advanced Research Projects Agency – Infrastructure, ARPA – I)

Industrie

8. Le Département du Commerce publie les résultats de sa demande de renseignements (RFI) sur les nouveaux instituts Manufacturing USA dans le cadre du CHIPS Act

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA va renforcer le contrôle des étiquettes commerciales sur les produits d'élevage

Numérique et innovation

10. Les États-Unis suivent de près les avancées du projet de réglementation européenne de l'IA
11. La FCC crée un groupe de travail pour lutter contre la violation de la confidentialité des données

Santé

12. Le groupe pharmaceutique Merck attaque le gouvernement fédéral en justice dans le cadre des négociations de prix des médicaments
13. L'Arizona State University (ASU) va ouvrir une école de médecine dans le cadre d'une initiative fédérée en faveur de la santé

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Représentante au Commerce K. Tai détaille la doctrine commerciale de l'administration Biden

La Représentante au Commerce américaine K. Tai s'est [exprimée](#) le 15 juin au National Press Club de Washington. Sans donner lieu à de nouvelles annonces, son discours a été l'occasion d'expliquer la doctrine de l'administration en matière de politique commerciale.

K. Tai est revenue sur les événements récents qui ont révélé les limites du modèle du « *just in time* », selon lequel l'efficacité primait toujours sur la résilience (pandémie, guerre en Ukraine). Elle a déclaré qu'il existait aujourd'hui un consensus selon lequel la résilience des chaînes d'approvisionnement était « *vitale pour la sécurité nationale et la sécurité économique* ». Cette réalisation devait provoquer un « *changement fondamental* » d'approche se traduisant notamment par une protection accrue des travailleurs. L'USTR a mentionné le Mécanisme de réponse rapide de l'USMCA comme un exemple type de l'utilisation de la politique commerciale pour défendre les travailleurs.

K. Tai a également insisté sur l'importance de la création de nouveaux partenariats commerciaux, tels que le Cadre économique indopacifique (IPEF) et l'Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA), plus à même de répondre aux défis de la résilience que les accords de libre-échange traditionnels (ALE). Selon l'USTR, ces ALE présentaient par ailleurs des règles d'origine trop laxistes, permettant à des pays tiers non membres de l'accord de bénéficier de ses avantages en termes d'accès au marché sans souscrire à aucun engagement en matière de droit du travail ou de protection de l'environnement. Enfin, K. Tai a insisté sur l'objectif de « *de-risking* », concept qu'elle définit comme allant de la diversification des chaînes d'approvisionnement à la lutte contre la coercition économique, en passant par la « *réduction des angoisses nationales* ».

2. Les Représentants républicains proposent de modifier certains crédits d'impôt de l'IRA

La Commission des Voies et Moyens de la Chambre des Représentants, contrôlée par le Parti républicain, a [adopté](#) le 13 juin une proposition de loi déposée par son président, le républicain J. Smith (Missouri) visant à supprimer ou modifier certains crédits d'impôt de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Le texte, intitulé « *Build it in America Act* » (BAA) et adopté sans le soutien des élus démocrates, préserverait la majorité des crédits d'impôts de l'IRA (crédits à la production de

carburant propre, d'hydrogène, ou encore crédit pour la séquestration carbone), mais supprimerait les crédits d'impôt à la production et à l'investissement dans l'électricité propre.

La proposition modifierait aussi de manière significative le crédit d'impôt à l'achat de véhicules électriques neufs non-commerciaux, en proposant de revenir en partie au crédit d'impôt qui préexistait à l'IRA pour ce type de véhicules, à travers (i) le rétablissement d'un plafond fixé à 200 000 véhicules vendus par constructeur; et (ii) l'établissement de la valeur du crédit (entre 2 500 \$ et 7 500 \$) en fonction de la capacité de la batterie du véhicule. La proposition supprimerait également l'exigence d'assemblage final du véhicule en Amérique du Nord mais conserverait des critères de contenu local pour les minéraux critiques et composants de batterie utilisés pour le véhicule: 80% des minéraux critiques devraient être extraits ou raffinés aux États-Unis ou dans un pays avec lequel les États-Unis ont un accord de libre-échange, ou recyclés en Amérique du Nord, et 100% des composants de batterie devraient être fabriqués ou assemblés en Amérique du Nord. Par ailleurs, la proposition définit explicitement un « accord de libre-échange » (au sens de l'IRA) comme un « accord international approuvé par le Congrès qui élimine les droits de douane et autres réglementations restrictives au commerce pour substantiellement tous les échanges entre les États-Unis et un ou plusieurs autres pays ». Une telle définition irait à l'encontre de l'approche jusqu'alors retenue par l'administration, qui a interprété le terme d'« accord de libre-échange » dans l'IRA comme pouvant permettre d'inclure un accord ne couvrant que les minéraux critiques, tel que l'accord récemment conclu avec le Japon, sans l'approbation du Congrès [voir [Flash Accents du 31 mars 2023](#)].

Enfin, les crédits d'impôt à l'achat de véhicules électriques d'occasion et de véhicules électriques commerciaux (non soumis aux exigences de contenu local) seraient supprimés. Même si le texte était voté par la Chambre, il se heurterait néanmoins vraisemblablement à l'opposition du Sénat, contrôlé par les Démocrates.

De son côté, le Sénateur démocrate J. Manchin (Virginie Occidentale) continue également d'exprimer son désaccord avec l'approche suivie par l'administration dans sa mise en œuvre du texte. Il a [adressé](#) le 11 juin une lettre au Département du Trésor américain, l'enjoignant de corriger son interprétation des dispositions sur le crédit d'impôt à l'achat de véhicules électriques neufs non-commerciaux de l'IRA. J. Manchin a relevé trois principaux problèmes dans l'interprétation de ces dispositions par

l'administration: (i) la méthode employée pour calculer la valeur des minéraux critiques incorporés dans les batteries des véhicules électriques; (ii) la classification de certains éléments des batteries comme minéraux critiques plutôt que composants de batterie; et (iii) la définition large des « accords de libre-échange », permettant d'inclure un accord ciblé sur les minéraux critiques tel que celui conclu avec le Japon en mars dernier.

3. Démocrates et Républicains du Congrès exigent d'être consultés pour les futures étapes de l'accord commercial entre les États-Unis et Taïwan

La Commission des Voies et Moyens de la Chambre des représentants a [adopté](#) lundi 12 juin à l'unanimité une proposition de loi visant à approuver le premier accord commercial entre les États-Unis et Taïwan conclu dans le cadre de leur « Initiative sur le commerce du 21^e siècle » et signé le 1^{er} juin 2023 [voir [Flash Accents du 26 mai 2023](#)]. Cette proposition, également soutenue par les leaders démocrates et républicains de la Commission des Finances du Sénat, obligerait également l'administration à solliciter l'approbation du Congrès pour les éventuels futurs accords qui seraient conclus par les deux pays dans le cadre de cette initiative lancée en juin 2022.

De son côté, l'administration Biden a jusqu'à présent considéré qu'un tel accord ne nécessitait pas l'approbation du Congrès, à l'instar des accords susceptibles d'être conclus dans le cadre des négociations du Cadre économique indopacifique (IPEF). La Représentante au commerce américaine K. Tai a indiqué, en marge d'une conférence organisée le 12 juin 2023 par *Foreign Policy for America*, se tenir à disposition du Congrès afin de travailler à ses côtés sur ce sujet. La proposition de loi doit désormais être votée à la Chambre des Représentants, puis au Sénat.

4. Selon le Département d'État, la Russie intensifie ses efforts de contournement des sanctions

Le coordinateur des programmes de sanctions du Département d'État américain, J. O'Brien, a [déclaré](#) le 8 juin lors d'une conférence organisée par l'European Council on Foreign Relations (ECFR) que la Russie avait intensifié ses efforts de contournement des sanctions dans le secteur électronique. La Russie profiterait selon lui de réexportations via certains pays tiers de produits tels que les puces, les processeurs et les circuits intégrés, nécessaires à la fabrication d'armes modernes. J. O'Brien a indiqué que les États-Unis ont notamment identifié cinq pays qui seraient

impliqués dans cette stratégie de contournement : la Turquie, le Kazakhstan, la Géorgie, les Émirats arabes unis et l'Arménie.

Dans ce contexte, les Départements américains du Commerce, de la Justice, d'État et du Trésor ont [publié](#) le 9 juin 2023 une note commune à destination du secteur privé appelant les entreprises à se détourner de toute activité contribuant au programme iranien de fabrication de drones, suspectés d'être utilisés par la Russie dans le cadre du conflit en Ukraine. Amené à se prononcer sur l'évaluation des mesures de plafonnement du prix du pétrole russe à l'occasion d'une conférence du Center for a New American Security (CNAS), le Secrétaire adjoint au Département américain du Trésor Wally Adeyemo a de son côté [indiqué](#) que de telles mesures ont permis de faire diminuer à hauteur de 50 % les recettes du Kremlin liées à la vente de pétrole sur les cinq premiers mois de l'année 2023, en comparaison avec l'année précédente.

Brèves

- Le Bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) a publié le 12 juin au registre fédéral un appel à commentaires sur la façon d'« étendre les bénéfices des échanges commerciaux et d'investissement aux communautés mal desservies et marginalisées aux États-Unis et avec les partenaires commerciaux qui partagent les mêmes préoccupations quant à l'augmentation des inégalités ». Les commentaires des parties prenantes sont attendus avant le 11 août 2023. Cette consultation s'inscrit dans le sillage de la commande de l'USTR K. Tai, en 2021, à la Commission américaine sur le commerce international (United States international trade commission, USITC), d'un rapport sur l'évaluation des effets redistributifs des échanges commerciaux, qui a été [publié](#) en novembre 2022.
- L'USTR a [annoncé](#) le 12 juin avoir formellement demandé au Mexique de vérifier si les travailleurs d'une usine d'habillement située sur son territoire se voyaient bien reconnaître les droits d'association et de négociation collective. Il s'agit du dixième cas d'activation du Mécanisme de réponse rapide de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) par Washington.
- Le 12 juin, le Département américain du Commerce a [ajouté](#) 43 entreprises à son « Entity List », dont 31 suspectées de soutenir le complexe militaro-industriel chinois.
- Le 14 juin, le Département d'État américain a [annoncé](#) que le Secrétaire d'État A. Blinken se

rendrait en Chine puis au Royaume-Uni du 16 au 21 juin 2023. En prévision de cette visite, A. Blinken s'est entretenu le même jour par téléphone avec son homologue Qin Gang.

- Le 15 juin 2023, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux citoyens nord-coréens suspectés d'être impliqués dans des activités de soutien au programme de missiles balistiques mis en œuvre par la Corée du Nord.

Climat - Énergie - Environnement

5. La Déclaration Atlantique pour un partenariat économique entre les États-Unis et le Royaume-Uni comprend un important volet sur les énergies propres

Le 8 juin, les États-Unis et le Royaume-Uni ont [annoncé](#) la Déclaration Atlantique pour un partenariat économique entre les États-Unis et le Royaume-Uni au XXI^e siècle (ADAPT) [voir [Flash Accents du 9 juin 2023](#)]. Cette déclaration conjointe affirme que la transition vers les énergies propres est l'occasion de renforcer la résilience de leurs économies et d'améliorer l'emploi. Les deux États ont indiqué être déterminés à approfondir leur coopération pour développer et renforcer les chaînes d'approvisionnement des énergies propres, notamment en créant des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques diversifiées pour réduire les dépendances stratégiques. Dans le détail, ils ont annoncé :

- le lancement de négociations sur un « accord minéraux critiques ». Ils indiquent avoir l'intention d'entamer immédiatement les négociations sur un accord ciblé couvrant les cinq minéraux critiques importants pour les véhicules électriques – le cobalt, le graphite, le lithium, le manganèse et le nickel;
- le lancement d'un partenariat sur le nucléaire civil. Ils indiquent que ce partenariat sera supervisé par des hauts fonctionnaires des deux gouvernements. Son but est une activité et un leadership conjoints pour le déploiement international sûr, sécurisé et durable de technologies nucléaires avancées, y compris les petits réacteurs modulaires, conformément aux normes de non-prolifération les plus strictes.

Par ailleurs, par l'intermédiaire du groupe d'action États-Unis-Royaume-Uni sur la sécurité énergétique et l'accessibilité financière (le JAG), les États-Unis et le Royaume-Uni identifieront et décideront, d'ici à la fin de 2023, des actions à court terme que ces deux pays peuvent prendre en parallèle et ensemble pour accélérer le développement de capacités dans leurs pays et dans des pays tiers afin de répondre à la demande future en énergie propre.

6. Les feux de forêt au Canada provoquent une dégradation de la qualité de l'air aux États-Unis

Le 8 juin, le Président J. Biden s'est [adressé](#) aux Américains concernant les feux de forêt qui ont lieu au Canada. Il a indiqué que des millions d'Américains subissaient les effets de la fumée résultant des incendies de forêt dévastateurs qui brûlent au Canada, qu'il a jugé comme un autre rappel brutal des impacts du changement climatique. Depuis le mois de mai, plus de 600 pompiers américains, du personnel de soutien et des moyens de lutte contre les incendies ont été déployés au Canada. Le Président rappelait également que, la veille, il s'était [entretenu](#) avec le Premier Ministre Trudeau et qu'il avait offert toute l'aide supplémentaire dont le Canada aurait besoin pour accélérer les efforts d'extinction de ces incendies, en particulier au Québec, où les incendies ont les répercussions les plus directes sur les communautés américaines.

Le 7 juin, l'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) a [publié](#) un communiqué sur la situation, en particulier sur les implications sanitaires aux États-Unis des fumées en provenance du Canada. L'EPA indique qu'un événement météorologique transportait la fumée des incendies de forêt au Canada sur des centaines de kilomètres jusqu'aux États-Unis, faisant passer la qualité de l'air dans la catégorie « malsain » ou « mauvais » dans des régions allant du centre de l'Atlantique au Nord-Est et dans certaines parties des Grands Lacs supérieurs. L'EPA encourageait les personnes vivant dans ces régions à vérifier leur indice de qualité de l'air tout au long de la journée pour connaître la qualité de l'air locale et les mesures à prendre pour réduire l'exposition à la fumée et protéger leur santé.

Brèves

- Le 12 juin, le *Department of Energy* a [annoncé](#) un nouveau financement de 192 M\$ pour le recyclage des batteries, le lancement d'un consortium de recherche et développement sur les batteries avancées et la poursuite du

prix du recyclage des batteries au lithium-ion, qui a débuté en 2019.

- Le 9 juin, le Bureau des réserves stratégiques de pétrole du Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) que des contrats ont été attribués pour l'acquisition de 3 M de barils de pétrole brut produit aux États-Unis. Ces contrats font suite à l'appel d'offres annoncé en mai 2023. Dans le cadre du plan de réapprovisionnement en trois temps, le DoE a également annoncé un nouvel appel d'offres pour l'achat d'environ

3 M de barils de pétrole brut supplémentaires pour septembre prochain.

- Les extractions de gaz naturel dans la région du bassin Permien ont [atteint](#) un record en 2022, avec presque 600 Mm³/jour, soit 14 % de plus qu'en 2021. La production brute annuelle de gaz naturel dans la région permienne, qui s'étend sur l'ouest du Texas et l'est du Nouveau-Mexique, augmente régulièrement depuis plus d'une décennie et a continué de croître au cours des quatre premiers mois de 2023.

Transport et infrastructure

7. La Maison-Blanche annonce la création d'une agence fédérale pour l'innovation dans les infrastructures de transport (Advanced Research Projects Agency – Infrastructure, ARPA-I)

Le 13 juin, à l'occasion d'un sommet inaugural réunissant des acteurs publics, privés, académiques et syndicaux du secteur des transports, la Maison-Blanche a [annoncé](#) la création de l'agence ARPA-I, positionnée au sein du Département des Transports américain (DOT).

Instituée par la loi bipartisanne sur les infrastructures (BIL), cette nouvelle agence est créée selon le modèle d'organisation « ARPA », déjà mis en œuvre dans les domaines de la défense (DARPA), de l'énergie (ARPA-E) et de la santé (ARPA-H), destiné à accélérer la recherche et le développement de technologies innovantes, notamment en renforçant la collaboration entre écosystèmes publics et privés et en favorisant la gestion en mode projet.

L'ARPA-I entend participer aux objectifs et orientations fixés par le Président Biden, notamment la progression d'une manière équitable vers la neutralité des émissions d'ici 2050, l'accroissement de l'accès à des options de mobilité propres et avancées pour tous les Américains. Le DOT a, à ce sujet, publié une série d'annonces détaillant les projets à venir de l'agence, parmi lesquels :

- l'élaboration d'actions de R&D complémentaires au déploiement de certains programmes de la loi bipartisanne sur les infrastructures (*Safe Streets and Roads for All*, *PROTECT Resilient Infrastructure* et *National Electric Vehicle Infrastructure*);

- le lancement d'une campagne de consultation menée à travers le pays, sur le terrain, afin de s'assurer que les actions de l'ARPA-I correspondent bien aux priorités et moyens des parties prenantes ;

- le lancement d'un appel public à contributions (*Request for Information* - RFI) pour recueillir les idées et commentaires du public et des experts de différents modes et de disciplines variées concernant les domaines « à haut potentiel » que l'ARPA-I pourrait explorer ;

- l'appui au projet « *Intersection Safety Challenge* », un concours lancé par le DOT mobilisant les nouvelles technologies au service de la sécurité routière, dont la première phase est dotée d'une récompense de 6 M\$.

Brèves

- Le 8 juin, le Département des Transports américain (DOT) a [désigné](#) P. Trottenberg, actuelle Secrétaire adjointe du DOT, comme administratrice intérimaire de la *Federal Aviation Administration* (FAA). Cette dernière succède à B. Nolen, qui a annoncé son départ en avril après avoir assuré la direction par intérim de l'agence pendant plus d'un an.
- Le 7 juin, le Secrétaire aux Transports américain P. Buttigieg a rencontré le Président de la République mexicain A.M. López Obrador à l'aéroport international Felipe Ángeles de Mexico (AIFA). Ils ont [discuté](#) des approches permettant de renforcer les liens entre le Mexique et les États-Unis et de soutenir l'intégration nord-américaine. Ils ont notamment évoqué des mesures possibles pour promouvoir l'expansion des activités commerciales de l'aéroport AIFA, notamment pour aider les transporteurs américains à y lancer leurs activités avec succès. Enfin, ils ont confirmé leur souhait de poursuivre le développement de la relation bilatérale d'une manière pleinement conforme avec l'Accord de transport aérien entre les États-Unis et le Mexique [signé](#) en décembre 2015 (*U.S.-Mexico Air Transport Agreement*).

Industrie

8. Le Département du Commerce publie les résultats de sa demande de renseignements (RFI) sur les nouveaux instituts Manufacturing USA dans le cadre du CHIPS Act

L'Office of Advanced Manufacturing du National Institute of Standards and Technology (NIST) du Département du Commerce (DoC) a [publié](#) les résultats de sa demande de renseignements auprès de l'industrie microélectronique à propos du ou des potentiel(s) nouveau(x) institut(s) *Manufacturing USA*. Les *manufacturing USA institutes* sont un réseau d'instituts de recherche qui se concentrent sur les technologies de fabrication à travers des partenariats public-privé entre l'industrie, les universités et les agences fédérales.

Dans une documentation précédente, le NIST avait indiqué vouloir ouvrir « jusqu'à trois » nouveaux instituts dans le cadre du *CHIPS Act*. Le document officiel récapitulatif de la RFI parle désormais de

deux instituts ou d'un seul « super-institut », sans qu'un consensus autour d'un thème particulier ne se détache.

L'industrie a indiqué que si la structure et la gouvernance traditionnelle des instituts actuels étaient adaptées, leur échelle typique était insuffisante pour la fabrication de semiconducteurs, une activité à forte intensité capitaliste. Les estimations par les participants de l'ampleur de l'investissement fédéral nécessaire à ces nouveaux instituts varient entre 150 M\$ et 1 Md\$ sur cinq ans. Enfin, les instituts devraient jouer un rôle dans les possibilités d'apprentissage par l'expérience pour tous les niveaux d'enseignement (primaire, secondaire, universitaire, formation continue), en s'appuyant sur les réseaux d'éducation existants et en établissant un partenariat solide avec l'industrie pour assurer l'adéquation entre la formation et les besoins de l'industrie.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. L'USDA va renforcer le contrôle des étiquettes commerciales sur les produits d'élevage

Le service d'inspection et de sécurité alimentaire (FSIS) du Département de l'Agriculture américain (USDA) a lancé un plan de révision de son système d'approbation des étiquettes telles que « élevé en plein air », « nourri à l'herbe » ou encore « sans antibiotique ».

Cette démarche est entreprise dans un contexte où les consommateurs et les groupes de défense des animaux remettent régulièrement en question la véracité de ces allégations. En particulier, l'an passé, une [étude](#) parue dans la revue *Science* a révélé que de la viande issue de bovins élevés « sans antibiotique » avait été testée positive aux antibiotiques.

Dans son [communiqué](#), l'USDA indique que le FSIS, en partenariat avec le service de la recherche agricole (ARS), va lancer un plan d'échantillonnage pour mesurer les résidus d'antibiotiques dans le bétail destiné au marché « sans antibiotique ». Les résultats de cette enquête aideront à déterminer si le FSIS devra exiger dans le futur que des résultats

de tests de laboratoire lui soient soumis préalablement à l'utilisation de l'allégation « sans antibiotique ». Le FSIS publiera également des directives révisées à l'intention de l'industrie afin de recommander aux entreprises de renforcer la documentation qu'elles soumettent à l'agence pour justifier les allégations relatives à l'élevage des animaux. Le FSIS prévoit par ailleurs d'encourager fortement le recours à la certification par une tierce partie pour vérifier ces allégations. N'étant pas habilité lui-même à effectuer des vérifications dans les exploitations agricoles, le FSIS devrait publier des règles pour standardiser les contrôles par une tierce partie.

Parmi ses efforts pour encadrer et contrôler davantage les étiquettes sur les produits alimentaires, l'USDA a révisé cette année sa réglementation au sujet des produits vendus sous le [label biologique](#), en renforçant la surveillance et la traçabilité, ainsi que les règles volontaires pour le [label « Produit aux États-Unis »](#), qui exigent que la viande de bœuf portant ce label soit issue d'animaux nés, élevés, abattus et transformés dans le pays.

Numérique et innovation

10. Les États-Unis suivent de près les avancées du projet de réglementation européenne de l'IA

Si les entreprises américaines ont exprimé leur soutien à la réglementation européenne de l'IA, qui a franchi une étape importante avec l'adoption de l'AI Act par le Parlement européen, elles se sont opposées à certains aspects de l'approche de l'UE. Ainsi, Google aurait selon la [presse](#) déposé une réponse à la consultation publique organisée par le Département du Commerce américain, dans laquelle il expose sa vision d'une IA «digne de confiance», mais aurait critiqué les dispositions de l'UE en matière de transparence, invoquant des préoccupations relatives aux secrets commerciaux et aux vulnérabilités en matière de sécurité. Cette semaine, l'entreprise a annoncé retarder le lancement de son chatbot Bard dans l'UE après les inquiétudes exprimées par l'autorité de régulation irlandaise de la vie privée.

De son côté *OpenAI*, le développeur de *ChatGPT*, avait laissé entendre qu'elle pourrait devoir se retirer de l'Europe en fonction du texte final de la législation.

Enfin, certains membres du Congrès, à l'instar du sénateur C. Schumer (D-NY), disent craindre de se laisser distancer par l'Europe en matière de réglementation technologique et reconnaissent la nécessité de mener le débat à l'échelle mondiale.

11. La FCC crée un groupe de travail pour lutter contre la violation de la confidentialité des données

La *Federal Communications Commission* (FCC) a annoncé la création d'un nouveau groupe de travail consacré à la protection de la vie privée et à la sécurité des données, la *Privacy and Data Protection Task Force*. Elle coordonnera, au sein de l'agence, les besoins en matière de réglementation, d'application et de sensibilisation du public dans les domaines de la protection de la vie privée et des données, y compris les violations de données (telles que celles impliquant des fournisseurs de télécommunications).

Le groupe de travail examinera également les réponses que les opérateurs ont soumises à la FCC sur la manière dont ils traitent les données de géolocalisation des usagers. «Des enquêtes sont en cours pour donner suite à cette collecte de données et le groupe de travail assumera la responsabilité de ces efforts», a expliqué J. Rosenworcel, présidente de la FCC.

Brèves

- La *Federal Trade Commission* (FTC) a [déposé](#) lundi une demande d'injonction auprès d'un tribunal du district de Californie visant à bloquer le projet d'acquisition d'Activision Blizzard par Microsoft, afin d'empêcher la transaction de se réaliser avant la date limite du 18 juillet. La FTC avait déjà intenté une action en justice pour bloquer cette acquisition de 68,7 Md\$, choisissant de porter l'affaire devant son juge administratif interne.
- Depuis le 12 juin, des milliers de communautés populaires de Reddit sont en grève pour protester contre la décision du réseau social de tenter de monétiser l'accès à ses données. Les modérateurs protestent contre la nouvelle politique de Reddit, qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet, consistant à faire payer les applications tierces pour l'utilisation de son API. Certaines de ces applications, qui aident les modérateurs à gérer et à développer leurs communautés, ont déclaré qu'elles allaient devoir fermer leurs portes parce que ces frais rendraient leur fonctionnement prohibitif. L'entreprise justifie ce choix par les pratiques de certaines applications, qui incluent une mobilisation jugée excessive des serveurs, des violations de vie privée ou encore une utilisation des données à des fins publicitaires ou commerciales. À l'heure actuelle, ces protestations ne concernent qu'une fraction limitée des 100 000 communautés actives de Reddit.
- Le *Journalism Competition and Preservation Act* a été [adopté](#) par la commission judiciaire du Sénat par 14 voix contre 7, ce qui permet au projet de loi d'être examiné par le Sénat pour la deuxième fois consécutive. Cette proposition de loi crée une exemption antitrust pour les éditeurs de presse en dessous d'une certaine taille afin qu'ils puissent négocier collectivement avec des plateformes en ligne telles que Google et Facebook sur la manière dont ils sont payés pour le contenu affiché sur ces sites. Les entreprises de presse de plus de 1 500 employés, telles que le New York Times et le Washington Post, sont exclues du dispositif prévu par le projet de loi.
- Apple et Amazon font face à une [plainte antitrust](#) devant le tribunal fédéral de Seattle, les accusant de s'être entendus pour gonfler artificiellement le prix des iPhones et des iPads vendus sur la plateforme d'Amazon.

- L'UE [propose](#) de démanteler une partie des activités publicitaires de Google dans une décision préliminaire en matière d'ententes et d'abus de position dominante.
- Les sénateurs américains R. Wyden (D-OR) et C. Lummis (R-WY) ont présenté mercredi un projet de loi visant à empêcher les pays étrangers «à haut risque» d'exploiter les

données des Américains, en appliquant des sanctions pénales et civiles aux entreprises qui exporteraient illégalement des informations numériques. Ils demandent également au Département du Commerce américain de définir les catégories de données personnelles qui concentreraient des risques de sécurité nationale.

Santé

12. Le groupe pharmaceutique Merck attaque le gouvernement fédéral en justice dans le cadre des négociations de prix des médicaments

Merck a [inténué](#) une action en justice à l'encontre du gouvernement fédéral le 13 juin, sollicitant une injonction afin de bloquer les négociations sur les prix des médicaments de Medicare, qualifiant d'«inconstitutionnel» le procédé de négociation.

La plainte, déposée contre le Département de la Santé et des services sociaux et les *Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS)*, porte sur les exigences relatives au processus de négociation de la loi sur l'Inflation Reduction Act, dans le cadre duquel la CMS négociera le prix de dix des principaux médicaments pris en charge par le programme Medicare.

Dans sa plainte, Merck affirme que les axes avancés par Medicare pour négocier certains prix de médicaments constitueraient une forme d'«extorsion». Selon le groupe, le procédé de négociation des médicaments est une «parodie dystopique de "négociation", qui enfreint les droits du premier et du cinquième amendement de l'entreprise».

La Maison-Blanche [se dit confiante](#) quant à ses chances de remporter cette action en justice.

13. L'Arizona State University (ASU) va ouvrir une école de médecine dans le cadre d'une initiative fédérée en faveur de la santé

L'Arizona State University (ASU) a annoncé l'ouverture d'une nouvelle école, qui comprendra une formation en médecine clinique, en sciences biomédicales et en ingénierie médicale sur le modèle de Texas A&M et de l'Université de l'Illinois. Son emplacement ainsi que sa date d'ouverture seront communiqués dans les prochains mois.

L'ouverture de cette école participe d'un programme de 30 M\$ [annoncé](#) le 2 juin par le conseil d'administration de l'Arizona (ABOR), appelé «AZ Healthy Tomorrow».

Ce programme comprendra également un partenariat élargi entre l'ASU et la Mayo Clinic, ainsi qu'une augmentation de la capacité de la faculté de médecine de l'ASU, pour accueillir plus de diplômés chaque année.

Près de 3 M d'habitants de l'Arizona vivent dans des zones où l'accès aux médecins de premier recours est limité et un hôpital sur trois en Arizona est confronté à une grave pénurie de personnel. Par ailleurs, près de 30% des habitants de l'Arizona n'ont pas de médecin de premier recours.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)